

THE MANAGING DIRECTOR'S

GLOBAL POLICY AGENDA 2026

Spring
Meetings

RÉUNIONS DE PRINTEMPS 2026
LE PLAN D'ACTION MONDIAL DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE
GÉRER LES CHOCS ET LES TRANSFORMATIONS

GÉRER LES CHOCS ET LES TRANSFORMATIONS

Le monde subit les retombées d'une nouvelle guerre. Outre le bilan humain, les effets économiques de la guerre au Moyen-Orient sont d'envergure mondiale, et, une fois de plus, ils frapperont le plus durement les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Cela survient à un moment où les marges de manœuvre se sont réduites et la coopération internationale a faibli. La réponse des pouvoirs publics appropriée dépend du mode de propagation de ce choc dans l'économie de chaque pays et exige de faire preuve à la fois de pragmatisme et de souplesse, en s'appuyant sur des cadres d'action crédibles. Le FMI se tient prêt à déployer l'ensemble de ses instruments pour aider ses États membres. Nous soutiendrons les politiques économiques bien formulées, en rappelant aussi que cette nouvelle épreuve ne doit pas nous écarter de nos priorités essentielles à moyen terme, et répondrons aux besoins de financement de la balance des paiements lorsque cela sera nécessaire.

UN NOUVEAU CHOC, ET DES ÉPREUVES À VENIR

L'économie mondiale, qui avait fait montre de résilience face à une forte incertitude et à des chocs répétés, notamment du fait de guerres et de conflits en cours, est confrontée à une nouvelle épreuve majeure. La gravité de l'incidence économique de la guerre au Moyen-Orient dépendra de sa durée, de son intensité et de son éventuelle propagation. Il ressort déjà clairement des dégradations des infrastructures et des perturbations dans le secteur des transports que cette guerre fait peser une grave menace sur l'économie mondiale. Les prix des combustibles et des engrais pourraient rester élevés pendant longtemps, et les pénuries de moyens de production essentiels pourraient avoir des répercussions sur la sécurité alimentaire, l'énergie et d'autres secteurs. Le conflit a également d'autres conséquences : le déplacement forcé de populations et une réduction des voyages et du tourisme. Quelle sera la situation du monde dans quelques mois ? Les décideurs se trouvent devant plusieurs scénarios.

Dans le même temps, des transformations profondes de la technologie, de la démographie et de l'environnement continuent de créer des défis complexes, mais offrent aussi des occasions à saisir.

L'intelligence artificielle (IA) ouvre des possibilités de destruction créatrice en accroissant la productivité, les revenus et les richesses, mais avec une telle rapidité qu'elle peut être source de ruptures et provoquer des dislocations sectorielles. L'évolution démographique va transformer encore plus les marchés de l'emploi dans le monde entier. Et alors que l'environnement continue de se dégrader, le changement climatique s'aggrave lui aussi et oblige à redoubler d'efforts pour trouver des solutions techniques et investir dans la résilience.

À l'échelle mondiale, ce nouveau choc se propage par trois canaux.

Premièrement, les restrictions de l'offre immédiates feront baisser la production et augmenter les prix. Deuxièmement, une hausse de l'inflation globale, sous l'effet de facteurs dont les répercussions pourraient s'étendre bien au-delà des secteurs de l'énergie et de l'alimentation, peut accroître les anticipations d'inflation. Et troisièmement, les conditions financières peuvent se durcir, ce qui aurait une incidence sur les coûts de financement. Les taux d'intérêt ayant augmenté, une période prolongée d'insécurité énergétique mondiale pourrait freiner davantage l'activité économique. À terme, ces effets devraient s'estomper à mesure que les mesures prises du côté de l'offre porteront leurs fruits, mais les retombées économiques et financières pourraient tout de même être importantes, surtout à court terme.

Certains pays seront plus durement touchés que d'autres, les plus pauvres et les plus vulnérables étant particulièrement exposés.

Une distinction évidente s'établit entre les pays importateurs et exportateurs d'énergie, même si la population dans son ensemble sentira les effets de la hausse des prix mondiaux de l'énergie. Le fait de disposer ou non de réserves importantes de combustible est également un facteur à prendre en considération à très court terme. Ce qui distingue aussi les pays, c'est l'existence ou non d'un espace budgétaire confortable, ainsi que le fait ou non de jouir de solides marges de manœuvre extérieures et d'une crédibilité de l'action publique. Certains exportateurs de matières premières enregistreront des bénéfices exceptionnels, tandis que les importateurs subiront une baisse de production. Dans un monde interdépendant marqué par des chocs récurrents et souvent symétriques, la chance peut tourner. La coopération est dès lors essentielle.





PRIORITÉS DE L'ACTION PUBLIQUE, POUR AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Dans un monde où l'incertitude est inhabituellement élevée et des chocs ne cessent de se produire, les fondamentaux ont de l'importance et la souplesse des politiques publiques est primordiale.

Les pays qui conjuguent solidité financière, cadres de politique économique crédibles, institutions robustes, secteur privé dynamique et prises de décision agiles sont plus résilients face aux chocs et réussissent mieux à promouvoir la croissance économique et la création d'emplois.

- *Le FMI suit de près l'évolution de la situation et l'évalue aux niveaux national, régional et mondial ; il élabore des scénarios et partage ses conclusions avec ses États membres afin qu'ils formulent des politiques publiques avisées avec agilité, en toute connaissance de cause. Nous avons engagé un dialogue avec nos partenaires et parties prenantes au Moyen-Orient et dans d'autres régions afin de partager nos évaluations et de recenser les mesures prioritaires. De plus, nous avons activé un groupe de coordination auquel nous participons au côté de la Banque mondiale et de l'Agence internationale de l'énergie afin de suivre l'évolution de la situation, d'harmoniser nos analyses et de coordonner notre soutien.*

Les décideurs sont confrontés à de nombreux choix délicats.

Comment assurer au mieux la stabilité des prix tout en préservant la croissance ? Quand faut-il passer d'une politique restrictive à une politique de relance, et inversement ? Comment maîtriser les risques tout en adoptant les innovations ? Comment garantir la solidité budgétaire tout en favorisant l'emploi et la cohésion sociale ? Il n'est pas aisé de répondre à ces questions, mais les enseignements du passé nous montrent l'importance de l'indépendance des banques centrales, des règles budgétaires, des amortisseurs, du bon fonctionnement des marchés, d'une réglementation judicieuse et de la souplesse des politiques publiques.

- *Le FMI se tient prêt à agir avec détermination et à mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour soutenir ses pays membres. S'appuyant sur sa vision englobant le monde entier, le FMI fournira des conseils à ses pays membres pour qu'ils prennent des mesures adaptées à leur situation propre, tout en les mettant en garde contre des politiques génératrices de distorsions qui engendrent des retombées négatives – telles que le contrôle des prix et les restrictions aux exportations. Nous contribuerons au renforcement des capacités et fournirons des financements là où cela sera nécessaire en mettant pleinement à profit nos instruments de prêt existants.*

Politique monétaire et financière

La politique monétaire doit trouver un juste équilibre. Les banques centrales devraient rester vigilantes et se tenir prêtes à agir de manière claire et résolue, conformément à leur mandat. Elles doivent veiller à ce que des chocs prolongés sur l'offre ne déstabilisent pas les anticipations d'inflation à moyen et long termes. Les autorités monétaires devraient se réserver la possibilité de ne pas tenir compte des chocs négatifs sur l'offre, comme celui que nous connaissons actuellement, si ces chocs sont de nature transitoire et si la politique monétaire est déjà correctement calibrée. La transparence dans la communication et une forte indépendance des banques centrales sont essentielles à la crédibilité. En cas de risque imminent de fluctuations excessives ou désordonnées des taux de change, des interventions temporaires sur le marché des changes et des mesures de gestion des flux de capitaux peuvent se justifier, à condition qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'orientations appropriées des politiques monétaire et budgétaire.

- *Les conseils du FMI en matière de politique monétaire reposent toujours sur une analyse rigoureuse de la dynamique de l'inflation, des interactions entre les politiques budgétaire et monétaire, des arbitrages stratégiques et des flux de capitaux, notamment grâce à la généralisation du [cadre stratégique intégré](#). La dernière édition des [Perspectives de l'économie mondiale](#) formule des recommandations sur la manière de faire face aux chocs négatifs sur l'offre, en soulignant l'importance de préserver la stabilité des prix tout en se réservant le droit de faire abstraction des chocs transitoires si l'orientation actuelle de la politique monétaire est correctement calibrée. Le FMI continue de défendre fermement l'indépendance des banques centrales.*

Les politiques du secteur financier sont, quant à elles, garantes de la stabilité.

Compte tenu des incertitudes et des risques élevés, un contrôle et une réglementation bancaires rigoureux devraient être complétés par un recours accru au suivi et à l'analyse des risques systémiques, ainsi que par des exigences plus strictes en matière de déclaration et de surveillance des intermédiaires financiers non bancaires, en particulier lorsque l'endettement, les asymétries de liquidité ou les liens avec les banques se sont accentués. Il pourrait également être nécessaire d'envisager de renforcer les exigences de fonds propres et de liquidités dans les établissements financiers fragiles, conformément aux normes internationalement reconnues.

- *Le FMI assure un suivi en temps réel des risques systémiques sur l'ensemble des marchés financiers et évalue les vulnérabilités macrofinancières qui apparaissent. La dernière édition du [Rapport sur](#)*

la stabilité financière dans le monde met en évidence les principaux canaux susceptibles d'amplifier la volatilité des marchés financiers, ainsi que les chaînes de rétroaction entre les tensions financières et l'activité économique qui sont les plus difficiles à maîtriser. Le champ d'action du programme d'évaluation du secteur financier (PESF) a été élargi au secteur non bancaire, aux cryptomonnaies et aux cyberrisques.

Politique budgétaire

Dans la plupart des pays, la marge de manœuvre budgétaire est plus restreinte qu'il y a quelques années seulement. Une succession de chocs, conjuguée à un rééquilibrage limité pendant de brèves périodes d'accalmie, a maintenu la dette publique et la charge du service de la dette à des niveaux élevés, et a réduit l'espace budgétaire. Dans les pays à faible revenu, la baisse de l'aide des donateurs aggrave encore la situation.

Les mesures budgétaires que prennent les pays pour faire face à ce nouveau choc doivent s'inscrire dans des cadres crédibles. Tout comme lors des turbulences qui ont secoué le marché de l'énergie en 2022, les pays subissent des pressions politiques pour atténuer la transmission des prix sur les ménages et les entreprises. Cependant, en atténuant le signal donné par les prix, ces mesures affaibliront la réaction nécessaire de la demande, ce qui entraînera une hausse plus forte des cours mondiaux. Toute aide budgétaire doit être temporaire, bien ciblée et strictement limitée. Les pays qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante devraient laisser les stabilisateurs automatiques jouer leur rôle. Pour d'autres, il est préférable de procéder à une révision des priorités des dépenses neutre pour le budget en vue de protéger les ménages et les entreprises les plus vulnérables par le biais des systèmes de transferts existants plutôt que de prendre des mesures financées par des déficits qui pourraient ébranler la confiance des marchés. Dans tous les cas, il sera important de mettre l'accent sur la qualité des dépenses et de reconstituer des marges de manœuvre lorsque les conditions le permettront, en s'appuyant sur des cadres budgétaires à moyen terme crédibles. Les mesures budgétaires doivent être soigneusement calibrées afin d'éviter les pressions inflationnistes ; des politiques budgétaires trop expansionnistes risquent de prolonger les pressions sur les prix, ce qui obligerait à resserrer la politique monétaire et freinerait l'activité économique.

- Le FMI aide ses États membres à évaluer les risques et les facteurs de vulnérabilité budgétaires, et à élaborer des plans budgétaires crédibles, en tenant compte des besoins d'ajustement à long terme. Le [Moniteur des finances publiques](#), dans sa dernière édition, évalue les risques de

contagion de la dette publique élevée dans les grandes puissances économiques, ainsi que les risques budgétaires liés à la baisse de l'aide au développement. Nous poursuivons également nos travaux visant à aider nos pays membres membres à concevoir des [cadres d'action résilients](#) ainsi que des réformes des régimes de protection sociale et des politiques fiscales dans le contexte de l'IA.

Politique structurelle et réglementaire

Aucun pays ne peut se permettre de négliger l'importance d'une croissance plus forte à moyen terme, car elle est telle à une marée montante capable de mettre tous les bateaux à flot. Il est essentiel d'engager des réformes structurelles propices aux investissements tirés par le secteur privé et à des gains de productivité, en adoptant une réglementation judicieuse. Il faut se fixer comme objectifs l'amélioration du climat des affaires, la modernisation des marchés de l'emploi, la valorisation du capital humain, le renforcement de la concurrence et la mise en place de nouveaux dispositifs de protection là où cela est nécessaire, tout en s'attaquant aux faiblesses en matière de gouvernance et à la corruption, le cas échéant. L'exploitation des nouvelles technologies, notamment aux fins de la sécurité énergétique et de la transition climatique, constitue un levier puissant pour la sécurité économique et la croissance.

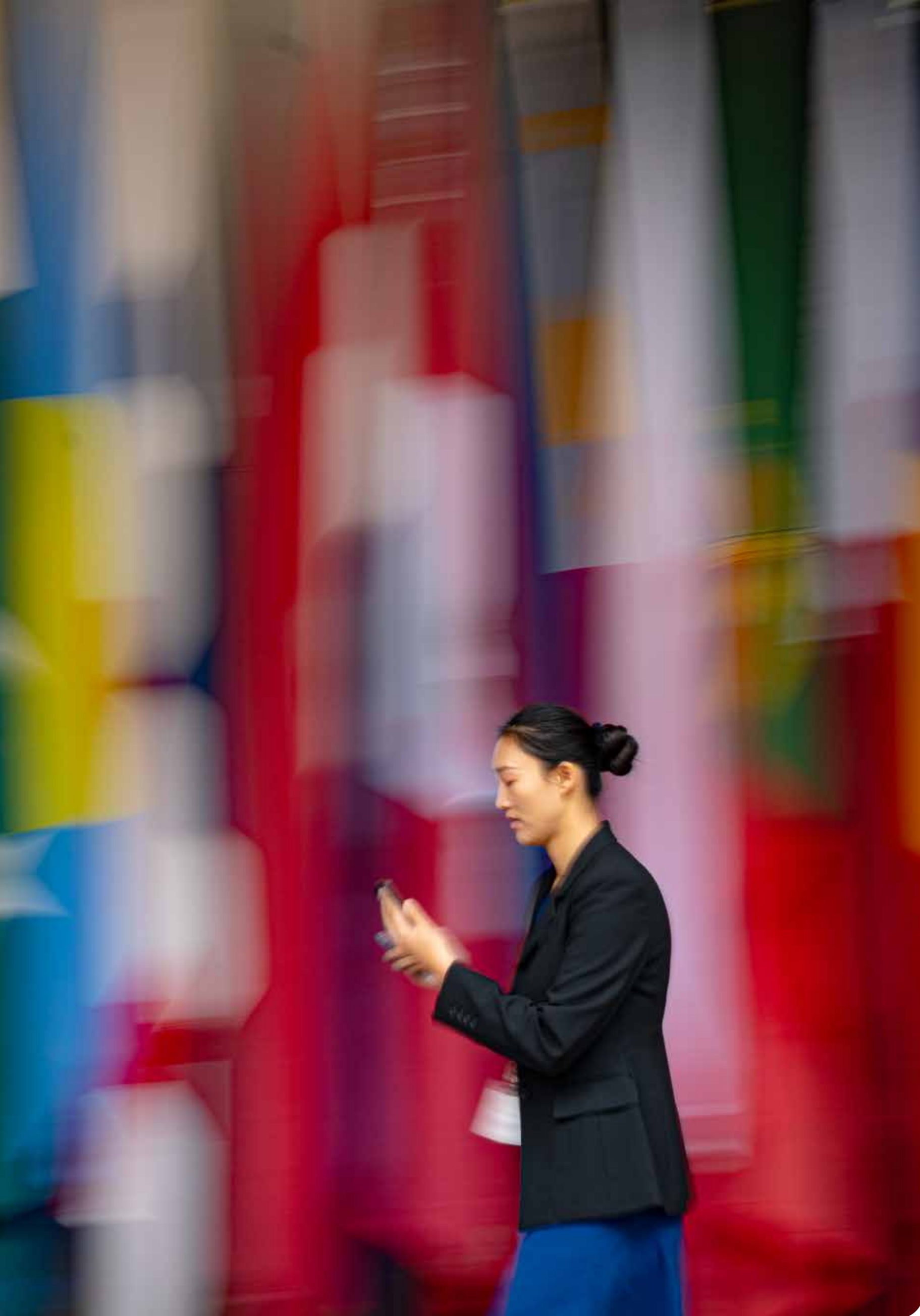
L'IA et l'innovation financière ouvrent de nouvelles perspectives de croissance, mais nécessitent une gestion prudente. L'IA, en particulier, peut constituer un puissant moteur de croissance de la productivité, mais elle peut également perturber le marché du travail et creuser les inégalités de revenus au sein des pays et entre eux. Pour faire en sorte que les avantages soient partagés, une coopération internationale sera nécessaire, notamment pour aider les pays émergents et les pays à faible revenu à accéder aux outils et aux infrastructures nécessaires et à attirer les investissements étrangers. De même, l'essor rapide de la finance numérique, notamment des jetons indexés, peut contribuer à redéfinir les flux de capitaux transfrontaliers, créant ainsi de nouvelles opportunités, de nouveaux risques et de nouvelles répercussions pour le système monétaire international. Des cadres réglementaires et des mécanismes de surveillance solides, fondés sur des normes convenues au niveau international, peuvent aider à atténuer les risques tout en partageant les avantages.

- Le FMI met davantage l'accent sur les réformes qui visent à stimuler la croissance potentielle. Nos analyses récentes montrent que certaines mesures permettent d'améliorer l'efficacité et la flexibilité du [marché du travail](#), de mieux tirer parti de la [politique de concurrence](#) afin d'éviter



une concentration excessive et un affaiblissement de la diffusion des compétences entre les entreprises, et de favoriser un [renforcement des compétences](#), notamment pour utiliser l'IA le plus efficacement possible. Nous continuons également à aider les pays à intégrer les risques climatiques dans leurs cadres macroéconomiques.

- Nous approfondissons notre analyse des répercussions macroéconomiques de l'IA et des jetons indexés. Il en ressort que l'IA pourrait stimuler considérablement la croissance mondiale, mais aussi creuser les inégalités de revenus, les gains de productivité profitant davantage aux économies avancées mieux préparées. Notre publication récente intitulée [Understanding Stablecoins](#) (Comprendre les jetons indexés) offre une vue d'ensemble des avantages, des risques, des cadres d'action et des réglementations dans ce domaine ; elle sera suivie d'une autre étude qui présentera de premières réflexions sur les mesures à prendre pour atténuer ces risques. Par ailleurs, nous collaborons avec le Groupe d'action financière afin de lutter contre la fraude numérique et mettrons l'accent sur une finance numérique sûre et inclusive lors des prochaines Assemblées annuelles en Thaïlande.



AGIR EN FAVEUR D'UNE COOPÉRATION PRAGMATIQUE

La coopération internationale est plus que jamais essentielle dans un monde marqué par des chocs fréquents et des bouleversements structurels majeurs.

L'action collective est primordiale pour gérer les chocs mondiaux et leurs répercussions. Les approches multilatérales peuvent aider à relever les défis communs tels que la préservation du moteur de la croissance qu'est le commerce, la modération des déséquilibres mondiaux, la lutte contre les fragilités liées à la dette et la prise en charge des risques climatiques. Coopérer de façon pragmatique est plus efficace que jouer cavalier seul.

- *Le FMI offre un cadre de confiance pour faciliter la coopération économique internationale et proposer des solutions concrètes aux défis communs. Nous continuerons de collaborer étroitement avec d'autres institutions multilatérales, organismes régionaux et parties prenantes à l'appui de nos pays membres.*

Remédier aux déséquilibres mondiaux excessifs

Mettre en œuvre des politiques publiques appropriées dans les grandes économies est une condition préalable à la réduction des déséquilibres mondiaux excessifs.

Des déséquilibres excessifs persistants faussent l'allocation des ressources, créent des risques et alimentent les velléités protectionnistes. Un rééquilibrage chaotique serait coûteux et provoquerait des retournements des flux de capitaux, des corrections des prix des actifs et des répercussions négatives sur la croissance économique. En revanche, un rééquilibrage bien ordonné nécessite des mesures coordonnées : il s'agit de stimuler la demande intérieure dans les pays en situation d'excédent, notamment en renforçant la consommation privée et en augmentant les investissements publics dans les infrastructures, et d'accroître l'épargne dans les pays en situation de déficit, notamment en réduisant les déficits budgétaires.

- *Le FMI renforce ses travaux sur les déséquilibres en mettant l'accent sur les indicateurs, les diagnostics, les conseils de politique économique et la coordination de l'action publique. Nous affinons actuellement notre modèle d'évaluation des équilibres extérieurs tout en analysant de manière plus approfondie le rôle des politiques commerciales et industrielles dans notre récente étude sur les déséquilibres mondiaux intitulée *Understanding Global Imbalances*, qui montre comment des ajustements simultanés, menés au niveau national, des politiques économiques dans les grandes économies peuvent contribuer à réduire*

les déséquilibres tout en affermissant la croissance mondiale. Notre examen exhaustif de la surveillance formulera des propositions visant à renforcer et à mieux intégrer nos évaluations du secteur extérieur dans le cadre de la surveillance bilatérale. Notre Rapport de 2026 sur le secteur extérieur fera le point sur notre évaluation des déséquilibres extérieurs et proposera des mesures correctives.

Soutenir les pays membres à faible revenu et les pays membres fragiles ou touchés par un conflit, et lutter contre l'endettement élevé

Des efforts concertés sont nécessaires pour renforcer la résilience et le potentiel de croissance des pays à faible revenu et des pays fragiles ou touchés par un conflit.

Cela passe notamment par un soutien aux efforts de réforme déployés par les autorités nationales en vue de bâtir des institutions robustes de nature à attirer des financements et des investissements du secteur privé. L'aide traditionnelle en provenance de donateurs étant à la baisse, les maigres ressources concessionnelles devraient cibler les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Afin de soutenir les pays confrontés à un fardeau excessif de la dette et du service de la dette, il existe une marge, en mettant à profit les progrès enregistrés ces dernières années, pour améliorer encore la prévisibilité et la rapidité des processus de restructuration de la dette.

- *Le récent rapport du FMI sur les pays à faible revenu analyse les moyens permettant à ces pays de mieux s'adapter à l'évolution du paysage du financement. Nous mettons en œuvre la revue de 2024 du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance afin de renforcer la capacité du FMI à aider les pays à faible revenu à répondre à leurs besoins de balance des paiements. De plus, nous poursuivons l'exécution de notre stratégie en faveur des pays fragiles ou touchés par un conflit afin de mieux soutenir les pays membres les plus vulnérables, tout en adaptant notre présence auprès des petits pays en développement en raison de leur exposition aux chocs.*
- *Notre approche fondée sur trois piliers, lancée en concertation avec la Banque mondiale, vise à aider les pays à mettre en œuvre des réformes essentielles pour favoriser la croissance et l'investissement, tout en remédiant aux contraintes de financement à court terme. Nous continuons à nous impliquer activement dans le soutien aux cas individuels de restructuration, notamment dans le cadre du cadre commun, et les travaux au sein de la table ronde mondiale sur la dette souveraine progressent en vue d'améliorer encore les processus de restructuration.*

POUR SUIVRE LE CAP À MOYEN TERME DU FMI

Le cap à moyen terme défini pour l'institution dans notre Plan d'action mondial du printemps 2025 demeure extrêmement pertinent pour soutenir nos pays membres dans un monde en mutation.

- **Affûter nos activités de surveillance.** L'examen exhaustif de la surveillance vise à moderniser notre panoplie d'instruments de surveillance afin de nous permettre d'être mieux équipés pour soutenir nos pays membres dans un monde plus incertain, davantage sujet aux chocs et traversé par des transformations profondes. Il prévoit la formulation de conseils de politique économique plus ciblés et précis, une attention accrue portée à l'évaluation et à la gestion des risques, et la réalisation d'analyses plus approfondies sur les questions liées au secteur extérieur et leurs retombées. Cet examen définit les principes permettant de hiérarchiser la couverture des enjeux et des analyses, et formule des propositions visant à moderniser les processus afin de rendre la surveillance plus agile et capable de s'adapter aux besoins de nos membres. L'examen du programme d'évaluation du secteur financier vise à faire en sorte que ce programme conserve son caractère stratégique, suscite de l'intérêt et maintienne une approche souple et fondée sur les risques pour définir les questions systémiques et les pays prioritaires (IA et climat, notamment). Par ailleurs, nous améliorons la cohérence de nos données et de notre cadre macroéconomique et faisons le point dans le bilan intermédiaire de la mise en œuvre du cadre pour un renforcement de l'action du FMI en matière de gouvernance.
- **Remédier aux difficultés liées à la dette.** Parallèlement à nos efforts concertés visant à réduire les pressions liées à la dette à court terme, nous achevons la revue du cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu établi conjointement par le FMI et la Banque mondiale afin d'améliorer encore l'évaluation et le suivi des vulnérabilités liées à la dette et d'éclairer les décisions d'emprunt et de prêt. Les orientations que nous proposons dans le cadre de gouvernance et de gestion de la dette publique ont pour objectif d'aider les décideurs à renforcer la gouvernance et la transparence des opérations de gestion de la dette. Nous mettons également à jour nos recommandations pour utiliser notre cadre relatif au risque souverain et à la viabilité de la dette pour les pays ayant accès aux marchés.

- **Étoffer la panoplie d'instruments de prêt.** Notre revue de la conception et de la conditionnalité des programmes actuellement en cours dresse le bilan des résultats des programmes afin de déterminer ce qui a bien ou moins bien fonctionné pour élaborer des propositions visant à améliorer l'efficacité des programmes dans un environnement où l'incertitude est plus marquée, les chocs plus fréquents et les marges de manœuvre érodées. Notre rapport à paraître sur les cadres de politique monétaire pour les pays en situation de crise ou de quasi-crise intitulé *Monetary Policy Frameworks for Crisis and Near-Crisis Countries* permet de mieux comprendre les questions d'efficacité de la conditionnalité et de la conception des programmes en matière de politique monétaire et de change dans le cadre des programmes appuyés par le FMI.
- **Améliorer nos travaux de développement des capacités.** Nous continuons à évaluer les priorités et les budgets des activités de développement des capacités afin de les mettre en adéquation avec les priorités générales du FMI, son orientation stratégique et les besoins des pays membres, non seulement en les adaptant à chaque pays, mais aussi en renforçant les activités de surveillance et de prêt du FMI. En s'inspirant de l'examen de la stratégie du FMI en matière de développement des capacités d'avril 2024, nous renforçons nos travaux de développement des capacités en atténuant les risques liés aux financements extérieurs tout en assouplissant et en diversifiant les sources de financement. Une analyse plus approfondie est en cours concernant la conception et le financement d'un futur mécanisme de stabilisation du développement des capacités.
- **Préserver la force et la souplesse du FMI.** Nos pays membres continuent d'œuvrer à la mise en place de l'augmentation de 50 % des quotes-parts prévue dans le cadre de la 16^e révision générale des quotes-parts, qui rendra le FMI plus à même de faire face aux crises mondiales. L'adoption des principes directeurs de Diriyah constitue une avancée majeure qui contribuera à cadrer les discussions sur les réformes des quotes-parts et de la gouvernance. Nous poursuivons le renforcement de la gestion des risques institutionnels et continuons notre processus de rationalisation afin d'exploiter au mieux nos ressources et de conserver notre souplesse opérationnelle. Le FMI est déterminé à exercer un rôle de chef de file parmi les institutions multilatérales en adoptant l'IA de manière responsable afin d'améliorer la qualité de ses analyses et l'efficacité de ses opérations. Enfin, et surtout, nos agents constituent notre atout le plus précieux, et nous restons déterminés à attirer et à fidéliser les meilleurs talents.



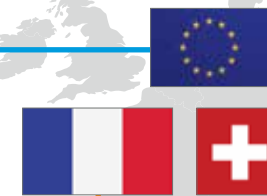
L'ACTION DU FMI DANS LE MONDE

Au cours des six derniers mois, le FMI a réalisé des évaluations économiques et fourni des conseils stratégiques à l'intention de 51 pays et achevé des évaluations du système financier dans trois pays. Il a aussi accordé des financements à 39 pays et appuyé le développement des capacités dans 158 pays. Les missions présentées ci-dessous illustrent certaines des activités récentes du FMI.



FAVORISER LA COOPÉRATION MONDIALE

Soutien à divers forums internationaux et plurilatéraux au moyen d'analyses qui alimentent les débats sur la conjoncture économique mondiale et les enjeux stratégiques. Coopération avec d'autres institutions internationales.



PRÉSERVER LA STABILITÉ FINANCIÈRE

De récents programmes d'évaluation du secteur financier (Chine, France, Suisse et zone euro) ont permis d'analyser la résilience des systèmes financiers et des cadres d'action et de formuler des recommandations.



ÉVALUER L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET LES POLITIQUES MENÉES

Consultations régulières avec ses membres au titre de l'article IV afin d'examiner l'évolution économique et de formuler des recommandations. Les missions récentes ont été menées dans divers pays, dont la Chine, les États-Unis et le Japon.



SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Assistance technique et formations ciblées, par l'intermédiaire des centres régionaux de développement des capacités et selon de nouvelles modalités innovantes.



RENFORCER LE DISPOSITIF MONDIAL DE SÉCURITÉ FINANCIÈRE

Une récente publication intitulée *The Global Financial Safety Net—A Stocktaking* souligne l'importance d'une coordination mondiale plus étroite. Le renouvellement du partenariat avec le Fonds monétaire arabe élargit la coopération dans des domaines essentiels, tels que l'amélioration du partage des données et des connaissances.



FINANCER LA STABILITÉ ET LA CROISSANCE

Le FMI octroie des financements aux pays membres qui présentent des besoins de financement de leur balance des paiements au titre du compte des ressources générales et du fonds fiduciaire RPC. Les programmes récents menés en Éthiopie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Sri Lanka et en Zambie ont contribué à stabiliser l'économie de ces pays et à renforcer leur résilience dans l'optique d'une croissance durable.



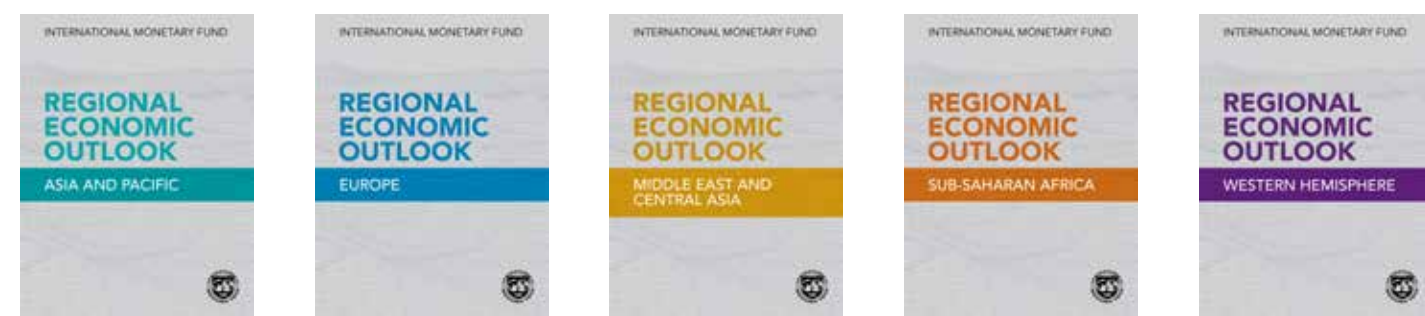
LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL À L'ŒUVRE

SURVEILLANCE

Les *Perspectives économiques régionales* permettent d'évaluer la conjoncture économique, de recenser les risques et de fournir des conseils stratégiques.

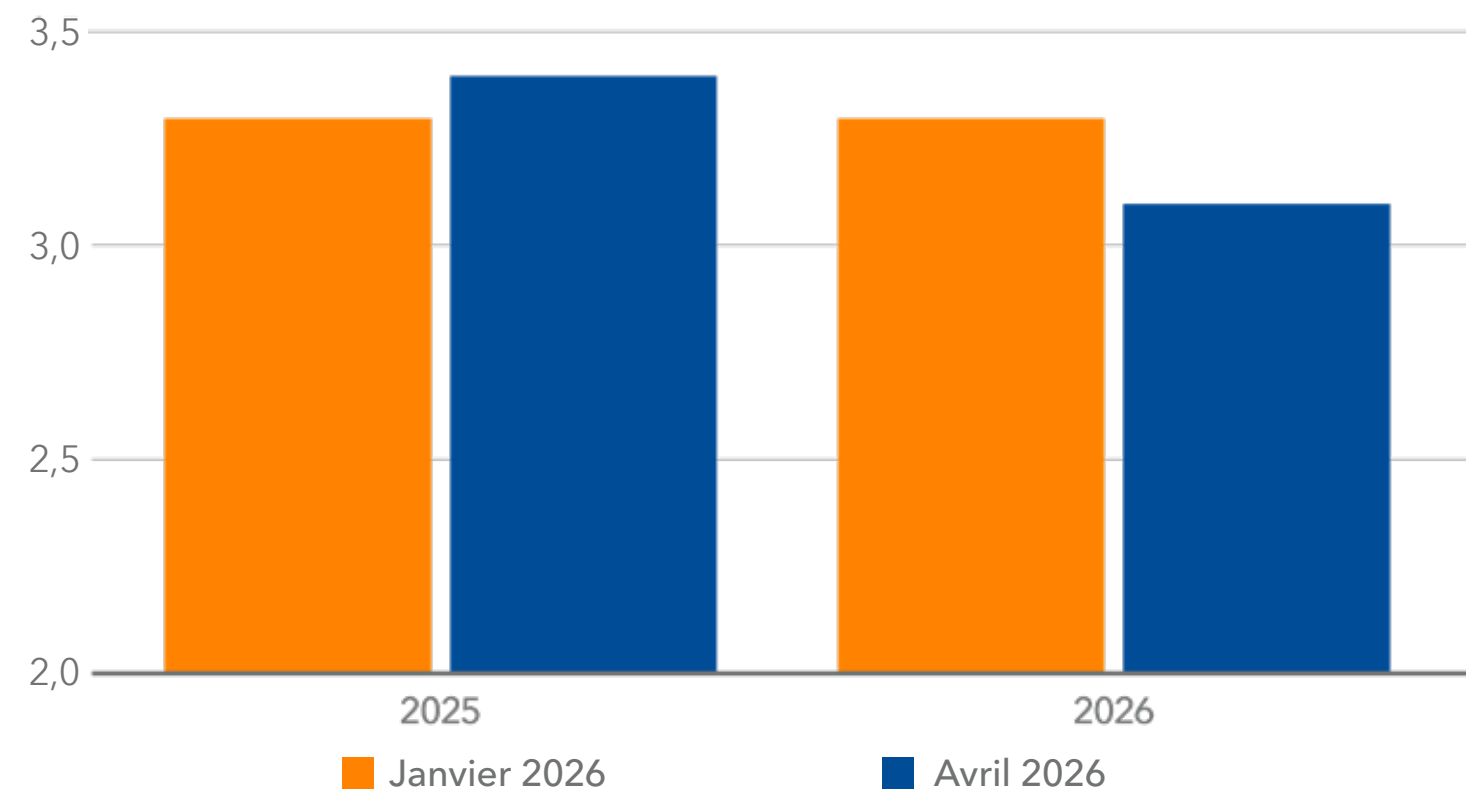
NOMBRE DE PAYS MEMBRES PAR NIVEAU DE REVENU ET DE DÉVELOPPEMENT

Asie et Pacifique	Europe	Moyen-Orient et Asie centrale	Afrique subsaharienne	Hémisphère occidental
Pays à faible revenu et pays en développement				
10	1	10	35	3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire				
20	13	21	10	29
Pays avancés				
5	32	0	0	2



Le conflit au Moyen-Orient neutralise les vents favorables et pèse sur les perspectives de croissance en 2026.

CROISSANCE MONDIALE

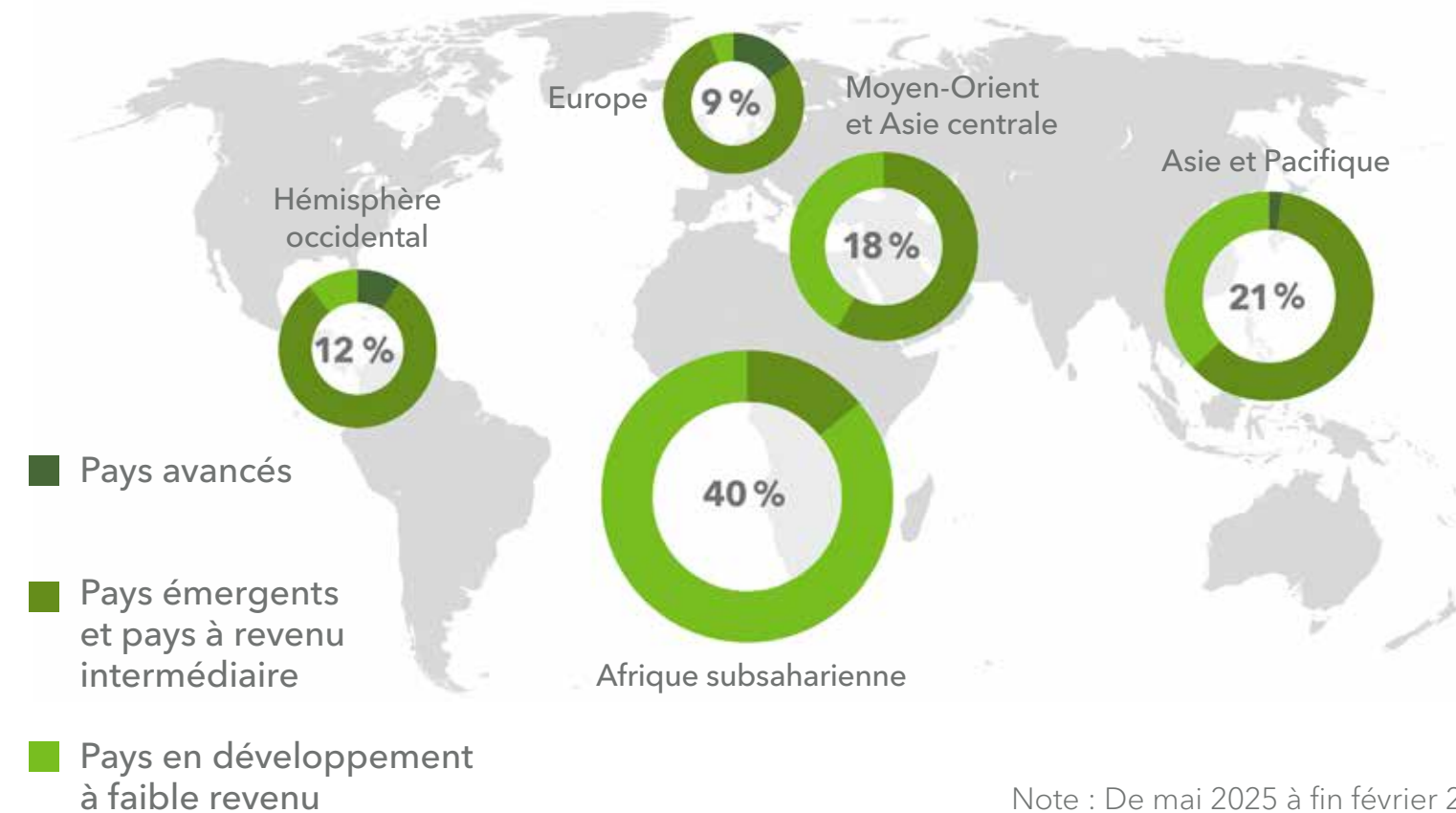


Sources : FMI, *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*, janvier 2026 ; *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2026.

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

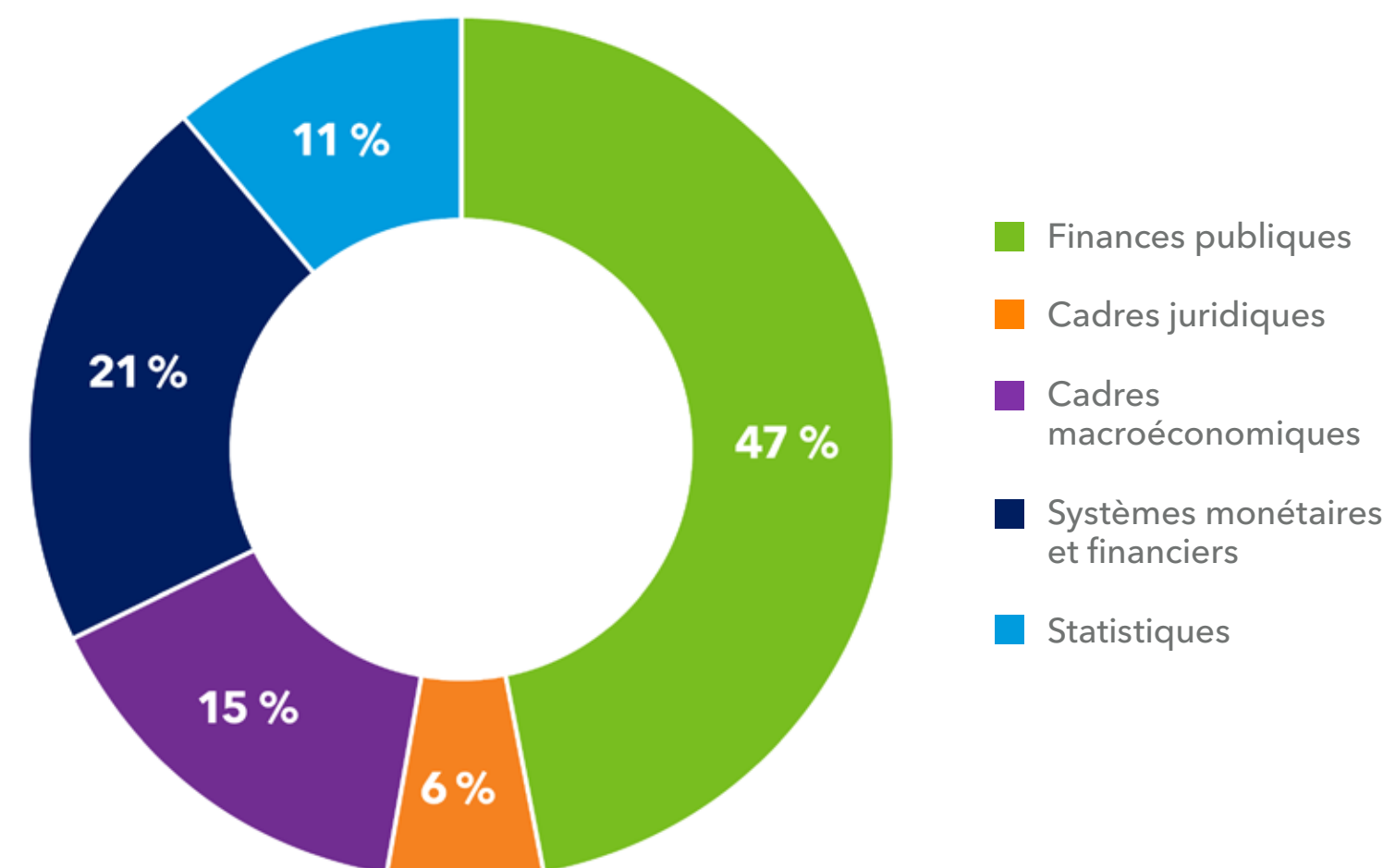
Le développement des capacités aide les pays, quel que soit leur niveau de revenu, à concevoir et à mettre en œuvre des politiques favorables à la croissance macroéconomique.

LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS PAR RÉGION ET PAR GROUPE DE REVENU



Note : De mai 2025 à fin février 2026.

LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS PAR THÈME



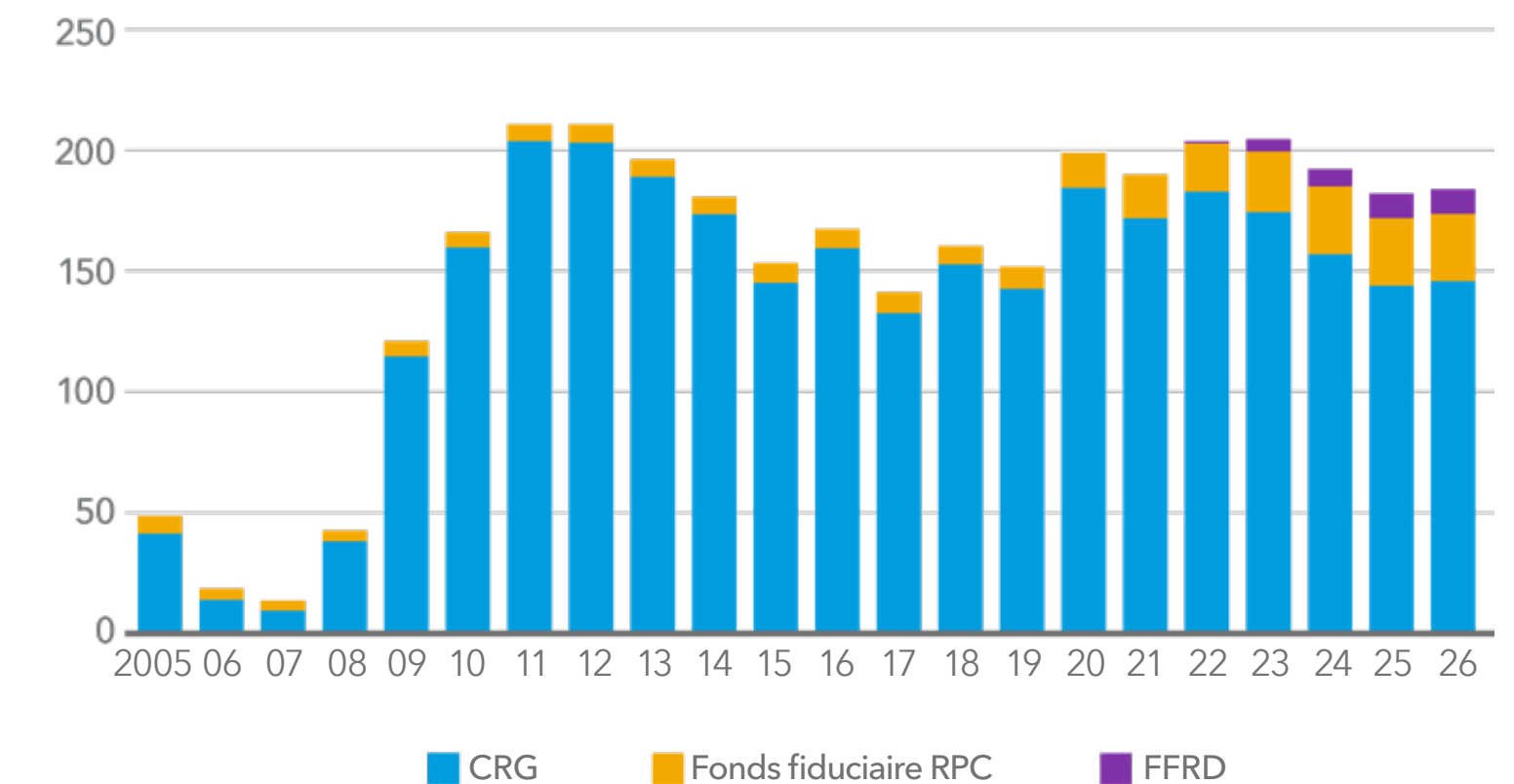
Note : De mai 2025 à fin février 2026.

PRÊTS

Le FMI a des accords en vigueur avec 39 pays membres.

TOTAL DES ENGAGEMENTS DE PRÊT, DE 2005 À 2026

(En milliards de DTS)

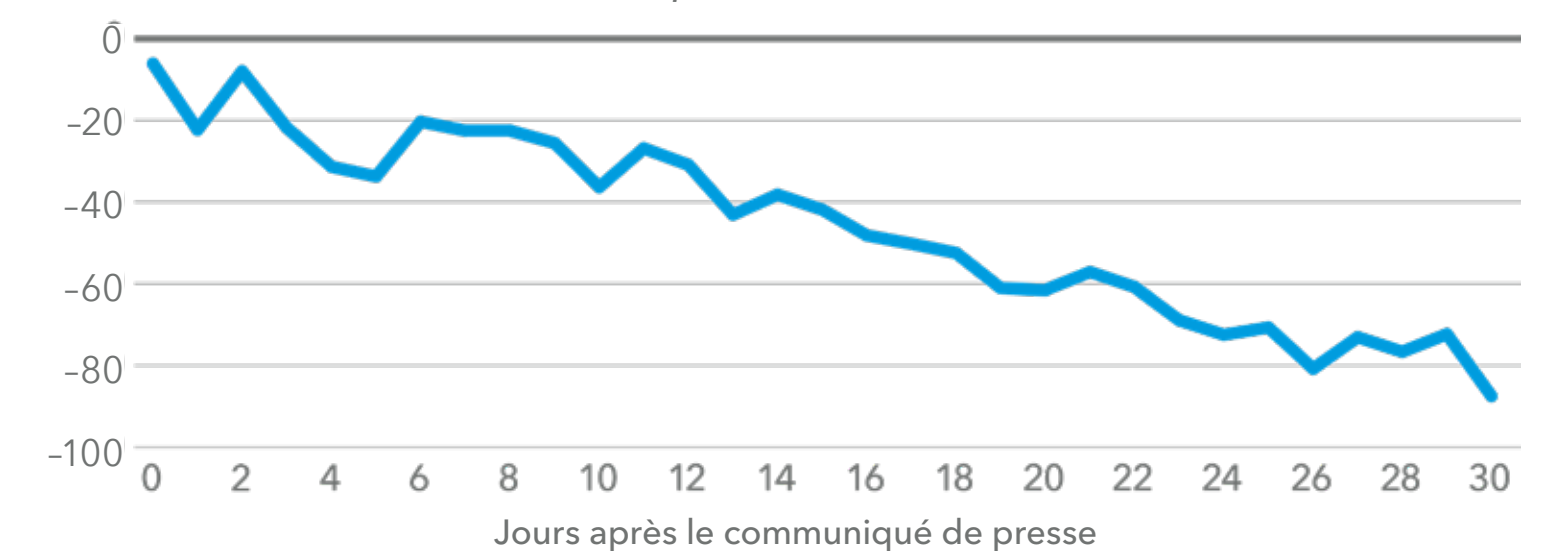


Note : À fin février 2026.

Les programmes du FMI contribuent à promouvoir la résilience économique et à accroître la confiance des marchés.

VARIATIONS CUMULÉES DES ÉCARTS DE RENDEMENT SUR LES OBLIGATIONS SOUVERAINES APRÈS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU FMI

(En points de base)



Note : Écarts de rendement moyens observés sur les obligations souveraines au cours des 30 jours suivant la conclusion d'accords au niveau des services du FMI. L'échantillon porte sur 40 pays et sur la période comprise entre mars 2020 et novembre 2024.
Source : Béatrice Maryline Sagna et Solo Zerbo, *Speaking to the Markets: The Role of IMF Announcements in Investors' Confidence*, document de travail du FMI, 2025.